

Recherches sociographiques



Philippe FAUCHER et Joanne BERGERON, *Hydro-Québec. La société de l'heure de pointe*

J.-Thomas Bernard

Volume 27, Number 3, 1986

Les cégeps vingt ans après

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056247ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056247ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernard, J.-T. (1986). Review of [Philippe FAUCHER et Joanne BERGERON, *Hydro-Québec. La société de l'heure de pointe*]. *Recherches sociographiques*, 27(3), 545–547. <https://doi.org/10.7202/056247ar>

Philippe FAUCHER et Johanne BERGERON, *Hydro-Québec, la société de l'heure de pointe*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1986, 221p.

Dans ce livre qui a pour sujet Hydro-Québec, les professeurs Faucher et Bergeron se donnent comme objectif d'établir un bilan des activités de cette société d'État depuis la seconde nationalisation en 1963. Ce bilan est à double volet : dans un premier temps, les auteurs analysent comment cette société publique d'électricité s'est acquittée du mandat exprimé dans la loi qui la gouverne, en tenant compte de ses objectifs propres en tant que société d'État. Ce mandat porte sur la production, le transport et la distribution d'électricité aux consommateurs québécois au moindre coût compatible avec une saine gestion financière. Cette partie se veut avant tout une analyse objective des actions et de l'évolution d'Hydro-Québec au cours des vingt dernières années. Dans un second temps, les auteurs étudient sa performance comme instrument d'intervention à la disposition du gouvernement québécois pour réaliser les objectifs économiques et sociaux partagés par l'ensemble de la collectivité québécoise à travers le processus politique. L'orientation est, par conséquent, normative.

Le livre a une double introduction. La première est d'ordre général et elle décrit le contexte socio-politique du Québec au milieu des années quatre-vingt : la Révolution tranquille a vingt-cinq ans et c'est l'heure des remises en question. Au cours des deux dernières décennies, toutes les énergies ont été vouées à la modernisation de la société québécoise à travers les interventions gouvernementales. L'échec du référendum, la récession de 1982, les contraintes économiques et l'indifférence de la jeunesse amènent à considérer si les efforts doivent être encore dirigés vers la réalisation des objectifs qui semblaient faire l'unanimité, il y a encore quelques années. La nationalisation d'Hydro-Québec fut le symbole et l'outil privilégié de cette modernisation.

La seconde introduction porte plus spécifiquement sur les sociétés d'État comme organisations économiques distinctes opérant dans cette zone grise qui voisine à la fois le pouvoir politique et l'économie de marché. On y décrit le milieu dans lequel opèrent ces organisations et, en particulier, les contraintes qu'exercent le gouvernement et les marchés sur les actions qu'elles peuvent poser. Ce chapitre sert principalement à identifier les objectifs qu'une société d'État comme Hydro-Québec serait à même de privilégier : la croissance, la stabilité et l'autonomie. (P. 27.) Même si les auteurs avouent leur préférence pour le dernier, il demeure que ces trois objectifs ne sont pas nécessairement concordants : la croissance n'accompagne pas nécessairement la stabilité et cette dernière n'est pas une garantie d'autonomie. Comment l'arbitrage s'opère-t-il dans les situations de conflit ? Les auteurs ne présentent pas de discussion sur le sujet et ils se privent ainsi d'un cadre d'analyse cohérent des actions posées par Hydro-Québec.

La première partie (chapitres 2 à 6) décrit la stratégie adoptée par Hydro-Québec à l'égard de son mandat comme fournisseur monopolistique d'électricité auprès de la population québécoise. Cette stratégie, empreinte d'un certain conservatisme, privilégie deux objectifs, à savoir : la croissance soutenue de la demande interne d'électricité permettant la réalisation d'un imposant programme d'investissement, et l'extension prudente de l'autonomie de l'entreprise dans les aires laissées vacantes par son propriétaire unique qui est le gouvernement provincial. Les auteurs y décrivent les positions adoptées et les actions entreprises à l'égard des investissements hydro-électriques et nucléaires, de la prévision de la demande, de la politique énergétique et des exportations d'électricité. Le développement accéléré des ressources hydro-électriques des années soixante et soixante-dix est venu à terme au début de 1980 sous les efforts combinés des changements des prix de l'énergie, de la récession économique et du parachèvement des travaux du complexe de la Baie James phase I. Ceci a entraîné l'apparition d'énormes surplus d'énergie à la disposition d'Hydro-Québec et a forcé l'entreprise à réviser en profondeur sa stratégie de développement.

Sur le plan de l'information, cette partie du livre est intéressante puisqu'elle présente et résume les principaux documents publics reliés à Hydro-Québec : rapports annuels, plans de

développement, prévisions de la demande, tarification et discussions en commissions parlementaires. Il en est autrement sur le plan de l'analyse positive. Faute d'un cadre analytique précis identifiant les choix possibles et leur arbitrage, il est relativement facile *ex post* d'expliquer les actions d'Hydro-Québec avec des objectifs aussi généraux que la croissance, la stabilité et l'autonomie. Il est encore plus facile de passer des jugements après la réalisation des faits : Hydro-Québec s'est trompée et avait une stratégie mal adaptée pour faire face aux changements entraînés par les crises pétrolières de 1973 et de 1979. (P. 119.) Au début des années soixante-dix, peu d'observateurs avaient anticipé ces changements et Hydro-Québec ne fut pas seule dans son camp. Le Programme énergétique national du gouvernement fédéral visant à isoler le Canada des fluctuations des cours pétroliers ne fut adopté qu'en 1980.

La seconde partie (chapitres 7 à 9) porte sur la performance d'Hydro-Québec comme outil d'intervention à la disposition du pouvoir politique. Cette partie présente une analyse avantage-coût de la contribution d'Hydro-Québec à la réalisation des objectifs socio-économiques de l'ensemble de la population québécoise. (P. 121.) Les auteurs se proposent d'évaluer en particulier la tarification appliquée par Hydro-Québec, sa politique financière et sa politique d'achat. De leur avis même, un exercice de cette nature requiert des critères d'évaluation :

« Une telle évaluation ne saurait être faite de manière abstraite, des critères devront être établis en regard desquels la politique tarifaire pratiquée par Hydro-Québec pourra être comparée. Il en est de même de la politique financière. » (*Ibid.*)

Malgré cette affirmation, la définition et l'adoption de critères précis font défaut. C'est particulièrement le cas pour la tarification de l'électricité. Les auteurs rejettent le principe de la tarification selon le coût marginal sans aucune référence à la littérature qui fut développée sur le sujet (voir la synthèse de M. BOITEUX, *Le calcul économique à l'épreuve du feu: l'exemple d'Électricité de France*, Genève, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève, 1985; cahier 8510) et en invoquant un argument erroné : Hydro-Québec n'a pas à suivre ce principe lorsqu'il n'est pas pratiqué pour le gaz naturel et le pétrole. En tant que petite économie ouverte, le Québec n'a pas d'effets sur les prix de ces deux dernières formes d'énergie et ces prix, quel que soit le mode de fixation, représentent le coût d'opportunité pour le Québec : c'est ce qu'il faut payer pour les acquérir, que l'on aime l'OPEP ou non. Faute de critères précis, l'analyse normative perd beaucoup de sa portée. Les auteurs expriment une préférence pour des tarifs bas et partagés équitablement entre les consommateurs, une politique financière qui reflète la cote de crédit du marché et une politique d'achat chez nous. La notion de bénéfice-coût a été complètement abandonnée. Ces chapitres conservent tout de même un certain attrait pour l'information qu'ils contiennent.

Pour terminer, il est approprié de souligner les quelques faiblesses suivantes :

1. Les auteurs présentent des opinions sans référence explicite à des documents publics. Exemple : « Une analyse courante soutient que les tarifs appliqués aux consommateurs domestiques permettent à Hydro-Québec d'offrir aux entreprises des tarifs avantageux. » (P. 134.)
2. Il y a plusieurs renvois à des sources secondaires comme les quotidiens. (Chapitre 3, en particulier.)
3. L'analyse de l'évolution de la demande d'électricité par rapport à son prix est formulée en termes nominaux sans référence à l'inflation générale et aux prix des autres formes d'énergie (gaz naturel et pétrole). (Pp. 94-97.) Qu'est-ce que signifie une hausse annuelle du prix de l'électricité de 15% sans savoir comment a progressé l'indice des prix? De plus, il n'y a aucune mention des élasticités-prix et des élasticités-production.
4. Les auteurs n'ont pas pu contenir leur envie de passer des jugements sur à peu près tous les sujets abordés. Une telle orientation normative agace, surtout lorsque l'analyse fait défaut. Une simple explication aurait été plus satisfaisante sans perdre pour autant son attrait. Ce livre contient

plusieurs informations qui suscitent l'intérêt du lecteur au sujet des opérations d'Hydro-Québec. Toutefois, l'ouvrage qui continuera l'analyse magistrale de J.H. Dales sur le développement des ressources hydro-électriques québécoises pour l'ère moderne reste encore à venir. (J.H. DALES, *Hydroelectricity and Industrial Development, Québec 1898-1940*, Cambridge, Harvard University Press, 1957.)

J.-Thomas BERNARD

*Département d'économie,
Université Laval.*

Pierre-E. AUDET, *Les officiers de justice. Des origines de la colonie jusqu'à nos jours*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1986, 254p.

Les travaux en histoire des institutions juridiques du Québec sont rares. Pierre-E. Audet vient ajouter à la liste un ouvrage sur les officiers de justice. Il n'a cependant pas étudié tous les « serviteurs » de la justice, se limitant à deux officiers de cour qu'il considère très importants dans l'organisation judiciaire: le greffier et le protonotaire, dont le travail d'ailleurs se confond à compter de 1793 (p. 59).

Guidé par son objectif: « mieux situer la place qu'ils [les officiers de justice] occupent aujourd'hui dans l'administration de la justice » (p. 2), Audet a voulu montrer, dans une première partie, comment a évolué leur statut juridique depuis le régime français jusqu'à nos jours. Tout cet historique ne s'explique cependant que par la description et le commentaire qu'il consacre au « fonctionnaire-officier de justice », dans la deuxième partie. L'auteur analyse alors « les principales règles qui gouvernent aujourd'hui [celui-ci] en tant qu'employé de l'État québécois », selon la *Loi sur la fonction publique* du 1^{er} avril 1984. Il se penche également sur son statut juridique en tant que « fonctionnaire, détenteur de pouvoirs judiciaires », selon les lois en vigueur et la jurisprudence.

Écrite par un spécialiste du droit, l'étude met l'accent sur les institutions judiciaires. Seules les lois et les règles qui ont présidé à l'évolution du statut juridique des greffiers ou protonotaires semblent intéresser l'auteur. Cependant, comme il l'écrit fort à propos: « il était fort difficile d'analyser le statut de l'officier sans tenir compte des tribunaux où il œuvrait » (p. 2). C'est pourquoi l'ouvrage comporte en plus une bonne description de l'évolution des cours de justice, ce qui permet au lecteur de se démêler dans l'écheveau des différents tribunaux mis en place à travers les trois cent quatre-vingt ans de notre histoire. Mais sur les hommes qui ont rempli ces fonctions, nous ne savons malheureusement rien ou presque, sinon qu'au 30 septembre 1984, « la majorité (56.5%) des protonotaires ou protonotaires-adjoints ne possède pas de diplôme en droit » (p. 175). À quel groupe social appartiennent ces officiers? Avaient-ils un plan de carrière? Un *cursus honorum*? Pierre-E. Audet n'apporte pas de réponses à ces questions, qui semblent échapper à son intérêt pour les institutions. Pourtant, les hommes que nous retrouvons œuvrant dans celles-ci n'en viennent-ils pas, à la longue, à les façonner?

Le style est répétitif, scolaire et monotone. Dans la première partie, l'auteur procède presque toujours de la même façon, analysant successivement, chapitre après chapitre, « le statut, la rémunération et la fonction » du greffier ou du protonotaire. Outre la brève description de l'évolution des cours de justice, la deuxième partie est l'apport le plus important. Malheureusement, l'auteur préfère le plus souvent s'en tenir ici encore à la description. L'ouvrage pourra être utile à un spécialiste de l'histoire des institutions juridiques mais il n'en demeure pas moins frustrant pour l'historien qui s'intéresse aux motifs qui ont amené la mise en place de ces institutions et aux hommes qui les ont façonnées.

André LACHANCE

*Département d'histoire,
Université de Sherbrooke.*